Ordonnance de Référé

N° 55 du 06/05/2024

La Sté Sahel Technologie

Sarl

C/

1- La Banque

Atlantique du

Niger

2- La Boa Niger

3- Le GEC près le

Tribunal de

Commerce de

Niamey

***Action en contestation
de saisie attribution de
créances***

Composition:

Président: Souley Abou

Greffière: M^{me} Beidou A.

Boubacar.

République du Niger

Cour d'Appel de Niamey

Tribunal de Commerce de Niamey

Ordonnance de Référé N°55/2024

Nous **Souley Abou**, Vice-président du Tribunal de Commerce, **Juge de l'Exécution**; assisté de **Me M^{me} Beidou Awa Boubacar** Greffière, avons rendu l'ordonnance dont la teneur suit :

Entre :

La Société Sahel Technologie Sarl, société à responsabilité limitée, dont le siège social est à Niamey, 27 Rond-point Grand Hôtel, quartier Terminus, BP: 13.172 Niamey, Tel: 20.33.03.28, représentée par son gérant, **assisté de la SCPA KADRI LEGAL, avocats associés**, siège sis au quartier poudrière, Rue CI 18, [Tel:20.74.25.97](tel:20.74.25.97), Fax: 20.34.02.77, BP: 10014 Niamey;

Demandeur d'une part ;

Et

1- La Banque Atlantique du Niger, Société anonyme avec conseil d'administration au capital de 10.500.000.000, ayant son siège social à Niamey, Rond point de la liberté, BP: 375 Niamey, immatriculée au RCCM sous le N^oRCCM-NIM-2005 B-0479-NIF: 9545-R, agissant par l'organe de son Directeur Général, Monsieur Coulibaly N'gan, **assisté de la SCPA Mandela, avocats associés**, 468 avenue des Zarmakoy, BP: 12040 Niamey, Tel:20.75.50.91/20.75.55.83, en l'étude de laquelle domicile est élu ;

2- La Boa Niger SA, Société anonyme, ayant son siège social à Niamey, Rue du Gaweye, BP:10973 Niamey, prise en la personne de son Directeur Général ;

3- Le Greffier en Chef près le Tribunal de Commerce de Niamey

Défendeurs d'autre part ;

Action : Contestation de saisie attribution de créances ;

Sans que les présentes qualités puissent nuire ou préjudicier en quoique ce soit aux intérêts réciproques des parties, mais au contraire sous les plus expresses réserves de fait et de droit;

Sur ce ;

Le Juge de l'Exécution

Par exploit en date du 15 MARS 2024, de Maître Hamani Assoumane, Huissier de Justice près le Tribunal de Grande Instance Hors Classe de Niamey, y demeurant, **La Société Sahel Technologie Sarl**, représentée par son gérant, **assisté de la SCPA KADRI LEGAL, avocats associés**, a assigné :

1- La Banque Atlantique du Niger, Société anonyme avec conseil

d'administration au capital de 10.500.000.000, ayant son siège social à Niamey, Rond point de la liberté, BP: 375 Niamey, immatriculée au RCCM sous le N^oRCCM-NIM-2005 B-0479-NIF: 9545-R, agissant par l'organe de son Directeur Général, Monsieur Coulibaly N'gan, **assisté de la SCPA Mandela, avocats associés,**

2- La Boa Niger SA, Société anonyme, ayant son siège social à Niamey, Rue du Gaweye, BP:10973 Niamey, prise en la personne de son Directeur Général ;

3- Le Greffier en Chef près le Tribunal de Commerce de Niamey ;

Par devant le Président du Tribunal de Commerce de Niamey statuant **en matière d'exécution** aux fins de :

En la forme :

✓ Recevoir la Société Sahel Technologie Sarl, en son action ;

Au fond :

✓ Constaté que la saisie attribution a été faite en violation des dispositions de l'article 160 de l'AUPSR/VE ;

✓ Par conséquent, déclarer caduque la saisie attribution de créances en date du 15 février 2024 ;

✓ Ordonner en conséquence mainlevée de ladite saisie sous astreintes de 10.000.000 FCFA par jour de retard ;

✓ Condamner la Banque Atlantique Niger aux dépens ;

A l'appui de son action, la requérante expose, qu'en vertu de la grosse en forme exécutoire de l'ordonnance d'injonction de payer N^o 142/PTGI/HC/NY en date du 26 août 2013, la Banque Atlantique Niger, a fait pratiquer suivant procès-verbal du 15 février 2024, une saisie attribution sur ses avoirs logés dans les livres de la Boa Niger, pour avoir paiement de la somme TTC de 26.050.679 FCFA.

Elle prétend que la dite saisie est irrégulière et caduque, en ce qu'elle viole les dispositions de l'article 160 de l'AUPSR/VE, pour ne lui avoir pas été jusque là dénoncée, alors qu'un délai impératif de seulement 08 jours est prévu à cet effet, soit au plus tard, le 23 février 2024.

C'est pourquoi, elle sollicite de la juridiction de Céans de constater la caducité de la saisie en cause et d'ordonner sa mainlevée sous astreintes de 10.000.000 FCFA par jour de retard.

Au cours des débats à l'audience, la requérante par la voix de son conseil (SCPA Kadri Légal) révèle, qu'un processus de mainlevée de la saisie querellée est engagé et que l'acte y afférent sera versé au dossier en cours de délibéré à la diligence du saisissant.

La SCPA Mandela, conseil de la Banque Atlantique Niger (saisissant) a confirmé les déclarations de la requérante.

En la forme

Attendu que la Société Sahel Technologie Sarl a introduit son action, dans les forme et délai prescrits par la loi; qu'il ya lieu de la déclarer recevable ;

Que la Société Sahel Technologie Sarl et la Banque Atlantique Niger, ayant toutes comparu à l'audience, il sera statué contradictoirement à leur égard ;

Au fond

Attendu que la Société Sahel Technologie Sarl, sollicite de la juridiction de Céans, d'ordonner la mainlevée de la saisie attribution de créances en date du 15 février 2024, pratiquée à son encontre par la Banque Atlantique Niger ;

Qu'elle soutient que la dite saisie a été opérée en violation des dispositions de l'article 160 de l'AUPSR/VE;

Attendu qu'il est en l'espèce constant, que la copie de l'exploit en date du 26 avril 2024, de Maître Souley Issaka Ouzeyrou, huissier de justice, produite et versée, fait sans équivoque état de mainlevée de la saisie, objet de contestation par la Société Sahel Technologie Sarl ;

Qu'il ya dès lors lieu de déclarer sans objet, l'action de la requérante;

Sur les dépens

Attendu que la Banque Atlantique Niger a succombé à la présente instance, qu'il ya en conséquence lieu de mettre les dépens à sa charge ;

Par ces motifs

Le Juge de l'Exécution

Statuant publiquement, contradictoirement en matière d'exécution et en 1^{er} ressort :

- ✓ *Déclare recevable la Société Sahel Technologie Sarl, en son action comme étant régulière ;*
- ✓ *Constata la mainlevée, par acte d'huissier en date du 26/04/2024 de la saisie attribution de créances pratiquée le 15 février 2024 à son encontre par la Banque Atlantique Niger;*
- ✓ *Déclare en conséquence sans objet, l'action de la Société Sahel Technologie Sarl ;*
- ✓ *Met les dépens à la charge de la Banque Atlantique Niger;*

Avise les parties de ce qu'elles disposent d'un délai de quinze (15) jours, pour interjeter appel contre la présente décision, par dépôt d'acte d'appel au Greffe du Tribunal de Céans.

Ont signé le Président et le Greffier, les jours, mois et an que susdits.

Le Président

Le Greffier